

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement

Colomiers, le 29 JAN. 2016

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision environnement industriel
ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL & Céline VERNIER
N/Réf. : n°2016/59
n°S3IC : 068-2416

Téléphone : 05 61 15 37 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : eric.loisel@developpement-durable.gouv.fr
celine.vernier@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
à Monsieur le PREFET de la Haute-Garonne**

Établissement : Usine d'incinération de déchets exploitée par la Société SETMI à Toulouse, chemin de
Perpignan

Objet : Evaluation de l'impact environnemental de certains chantiers de valorisation de mâchefers d'incinération

Réf. :

- lettre n°GH/CCD/03.15.007 de la SETMI en date du 22/05/2015 relative, notamment, au chantier n°932161 de valorisation de mâchefers de Labarthe-sur-Lèze ;
- lettre de l'inspection des installations classées à la SETMI en date du 19/06/2015 relative aux suites réservées à la visite d'inspection réalisée le 30 avril 2015 sur le site de l'usine d'incinération ;
- lettre n°VC/GH/CB/CCD/01.15.013 de la SETMI en date du 24/07/2015 relative aux actions mises en œuvre à la suite de la visite d'inspection réalisée le 30 avril 2015, complétée par courriel du 12 octobre 2015 ;
- lettre de l'inspection des installations classées à la SETMI en date du 06/10/2015 relative au chantier n°932161 de valorisation de mâchefers de Labarthe-sur-Lèze.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Le présent rapport a pour objet de présenter l'analyse et les propositions de l'inspection des installations classées suite aux constats effectués sur les conditions de valorisation de mâchefers d'incinération produits par l'usine exploitée par la Société d'Exploitation Thermique du Mirail (SETMI) sur 6 chantiers de travaux publics réalisés dans l'agglomération toulousaine par l'entreprise MALET. La mise en œuvre de mâchefers sur ces chantiers situés en zones inondables s'avère non conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur (cf. arrêté ministériel du 18/11/2011 ¹).

Afin de connaître les impacts sur l'environnement éventuellement générés par la mise en œuvre des mâchefers, des prescriptions additionnelles opposables à la société SETMI, producteur des mâchefers et responsable de leur gestion jusqu'à leur valorisation finale, sont proposées à Monsieur le préfet.

¹ Arrêté ministériel du 18/11/2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

1. Présentation de l'usine d'incinération de déchets

Construite en 1969, l'usine dispose de 4 fours de capacité totale d'incinération de 330.000 tonnes par an. La valorisation énergétique, au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet la production d'eau surchauffée utilisée pour le chauffage urbain ou l'eau chaude sanitaire par l'intermédiaire d'un réseau de chaleur de 18 km situé au niveau des quartiers du Mirail, de Reynerie et de Bellefontaine.

L'usine, exploitée par la SETMI au travers d'une délégation de service public, est la propriété de la ville de Toulouse. Elle incinère les déchets ménagers et assimilés produits sur une partie de l'agglomération de Toulouse. Elle assure aussi l'incinération de déchets industriels banals et de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

L'exploitation du site relève de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour le régime de l'autorisation (rubriques n°2770, 2771, 2716, 2910, 3110 et 3520). La SETMI en assure l'exploitation sous couvert d'une autorisation préfectorale délivrée le 28/12/2004, complétée, notamment pour la valorisation des mâchefers au sein d'ouvrages routiers, par des prescriptions complémentaires prises par arrêté préfectoral en date du 28/09/2012 (cf. séance du CODERST du 05/07/2012).

2. Les chantiers non conformes de valorisation de mâchefers

En moyenne, l'exploitation de l'usine conduit à produire environ 60.000 tonnes de mâchefers par an, dont les caractéristiques contrôlées mensuellement leur confèrent le statut de déchets valorisables par recyclage au sein d'ouvrages routiers revêtus (chaussée, parking,...).

En effet, dès lors que leurs caractéristiques minérales et chimiques respectent les critères définis par l'arrêté ministériel du 18/11/2011 précité, les mâchefers sont mis à disposition de l'entreprise de travaux publics MALET en vue de leur valorisation, qui doit être réalisée dans le respect, notamment, des critères d'environnement immédiat définis par l'arrêté ministériel : en particulier, la mise en œuvre des mâchefers doit se faire en dehors des zones inondables.

Suite à la visite d'inspection réalisée le 30/04/2015 sur le site de l'usine d'incinération et sur demande de l'inspection des installations classées, la SETMI a mis en évidence la mise en œuvre de mâchefers au sein de 6 chantiers situés dans des zones identifiées comme inondables par les règlements d'urbanisme en vigueur :

N° chantier	Localisation du chantier	Quantité de mâchefers mis en œuvre	Réalisation du chantier	Caractérisation du risque inondation
104031	Labarthe-sur-Lèze, chemin de la Riverotte	2557 tonnes	Février 2013	Zone d'aléa moyen d'inondation de la Lèze (cf. Plan de prévention du risque inondation de la commune de Labarthe-sur-Lèze – 2008)
932161	Labarthe-sur-Lèze, chemin de la Riverotte		Mai 2014	
1040064	Labège, allée du Lac	10163 tonnes	Septembre – Octobre 2013 Juin 2012	Zone d'aléa faible à modéré en zone urbaine (cf. Plan de prévention des risques de l'Hers-Mort moyen - 2013)
1040985	Toulouse, ZAC Garonne chemin de Ginestous	602 tonnes	Août 2014	Zone d'aléa faible à fort (cf. Plan de prévention du risque inondation de Toulouse – 2011)
1040147	Toulouse, rue des Cosmonautes	5779 tonnes	Avril – juillet 2013	Zone de crue historique de l'Hers mort (cf. Plan de prévention du risque inondation de Toulouse – 2011)
1040137	Toulouse, rue des Satellites	70 tonnes	Mars 2013	Zone de crue historique de l'Hers (cf. Plan de prévention des risques inondation de Toulouse – 2011)

3. Analyse et propositions de l'inspection des installations classées

Pour les 6 chantiers identifiés, au-delà du fait que la mise en œuvre des mâchefers en zones inondables constitue une non-conformité réglementaire que Monsieur le préfet a rappelée à la société SETMI par arrêté de mise en demeure en date du 03/07/2015 ², dans la mesure où la valorisation de mâchefers au sein d'ouvrages routiers est encadrée de façon stricte par une réglementation nationale spécifique visant à limiter les impacts potentiels vis-à-vis de l'environnement, il apparaît nécessaire d'examiner si un tel impact existe vis-à-vis, notamment, des eaux souterraines et des eaux superficielles.

L'évaluation attendue de l'impact sur les eaux superficielles et les eaux souterraines devra prendre en compte, notamment, les conditions effectives de mise en œuvre des mâchefers, le cas où le site est inondé (la crue retenue par le PPRI de la commune pour le terrain d'emprise sera prise en compte), ainsi que la vulnérabilité et les usages des eaux superficielles et des eaux souterraines concernées. Ainsi, au regard des usages identifiés des milieux environnementaux potentiellement impactés, la question de l'impact sanitaire sera également examinée.

Cette évaluation devra conclure sur l'existence d'un impact sur l'environnement provenant des mâchefers mis en œuvre et proposer, s'il y a lieu, les actions à mettre en œuvre visant à réduire ou supprimer l'impact et visant à en assurer la surveillance dans le temps.

Enfin, il apparaît pertinent d'évaluer la faisabilité technico-économique de l'excavation des mâchefers mis en œuvre sur les 6 chantiers sans attendre le résultat de l'étude d'évaluation d'impacts. En effet, l'excavation des mâchefers du site doit être prise en compte comme l'une des actions possibles à mettre en œuvre au regard de l'impact environnemental identifié et ne doit pas être écartée a priori.

L'inspection des installations classées propose que l'évaluation des impacts sur l'environnement générés potentiellement par la mise en œuvre de mâchefers sur les 6 chantiers précités soit prescrite à la société SETMI par arrêté préfectoral pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement.

En effet, le contrat commercial qui lie les entreprises MALET et SETMI ne supprime pas l'obligation faite à la société SETMI d'assurer la gestion des mâchefers dans le respect de l'article L.541-2 du code de l'environnement qui précise que *« tout producteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. »*

4. Conclusion de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments développés dans le présent rapport, l'inspection des installations classées propose au préfet de faire application des dispositions des articles L.512-20 et R.512-31 du code de l'environnement et de prescrire à la société SETMI, exploitant de l'usine d'incinération et producteur des mâchefers, par arrêté préfectoral complémentaire les dispositions visant, pour les 6 chantiers énumérés, à :

- la réalisation d'une étude d'évaluation des impacts sur l'environnement de la mise en œuvre des mâchefers ;
- la remise de propositions de gestion des sols et des sous-sols, si nécessaire au regard des impacts identifiés ;
- la remise d'une évaluation technico-économique de l'excavation et de leur traitement (valorisation ou élimination) en installation autorisée des mâchefers mis en œuvre.

Un projet d'arrêté préfectoral établi à cet effet est joint au présent rapport. Ce projet prend en compte la demande de l'exploitant de pouvoir ne pas réaliser l'étude d'évaluation des impacts dans le cas l'excavation des mâchefers est mise en œuvre.

L'inspection des installations classées propose, également, que les communes de Labarthe-sur-Lèze, Labège et Toulouse, sur les territoires desquelles sont situés les chantiers, soient destinataires d'une copie du présent rapport accompagné du projet d'arrêté préfectoral et informées de la présentation du dossier qui sera faite lors d'une prochaine séance du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST).

² Un des critères mentionnés au point 4° de l'annexe à l'arrêté ministériel du 18/11/2011 précité est l'éloignement de toute zone inondable.

Enfin, l'inspection des installations classées propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CDERST) de formuler un avis favorable sur ce projet.

les inspecteurs de l'environnement,

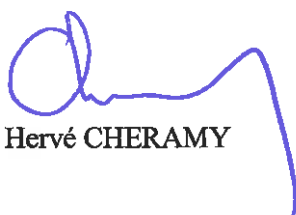
A blue ink signature consisting of a large, stylized 'E' followed by a smaller, more complex mark.

Eric LOISEL

A blue ink signature that appears to be 'C. Vernier' written in a cursive, flowing style.

Céline VERNIER

Vérifié et validé le 29/07/16
l'inspecteur de l'environnement

A blue ink signature that starts with a large 'H' and ends with a long, sweeping horizontal line.

Hervé CHERAMY